

CINQUIÈME PARTIE

La Propagande

Le Bureau de Propagande

I.

L'Organisation de la Propagande jusqu'au 30 novembre 1917

Le Comité de Propagande fonctionne avec les subsides allemands.

Le 30 juin 1917, le Bureau du Conseil de Flandre écrit à von SANDT pour lui dire que les fonds mis à sa disposition pour la propagande sont insuffisants.

Il faut 14,000 francs par mois pour la propagande directe et 16,000 francs pour la propagande par l'intermédiaire des sociétés activistes.

Le Conseil de Flandre demande donc, ainsi que convenu, un nouveau crédit de 100,000 francs.

Le 17 juillet 1917, le Bureau du Conseil de Flandre écrit au Comte HARRACH pour lui faire connaître les arrangements du service de propagande afin d'obtenir un deuxième subside (III, 1^{re} S., n^o 16).

L'autorité allemande accorde un subside de 100,000 francs. FAINGNAERT (Conseil de Flandre, 2 août 1917) signale qu'on avait demandé un million.

Outre ces subsides, le Gouvernement général accorde son aide au Comité de Propagande, par exemple en lui fournissant du papier; le 25 juillet 1917, OSWALD met 30,000 kilos de papier à la disposition de l'imprimeur D... V... à Anvers, pour la *VLAAMSCHE WEEZANG*, 50,000 exemplaires (id.).

D'autre part, c'est le Gouvernement général qui paie les honoraires pour les brochures; notamment il paya 4,000 francs à L. MEERT pour sa brochure *SOLDATENTROOST*, le 17 octobre 1917 (III, 1^{re} S., n^o 15).

Le Gouvernement Général organise aussi des opérettes de propagande aux Folies-Bergère (16 octobre 1917, III, 1^{re} S., n^o 15.).

Le 2 août 1917, le Bureau du Conseil de Flandre procède à la réorganisation du Comité de Propagande du Conseil de Flandre. Ce Comité sera composé de : DECLERCQ, LAMBRICHTS, A. BORMS et von ZIEGESAR (séance du Bureau du Conseil de Flandre du 2 août 1917).

Le 6 août 1917, ce Comité demande et obtient un crédit de 10,000 francs (séance du Bureau du Conseil de Flandre du 6 août 1917).

Le 18 août 1917, VAN DEN BROECK, secrétaire du Conseil de Flandre, demande à FAINGNAERT de faire parvenir ses rapports sur la propagande à la Section Politique allemande (Politische Abteilung) (III, 1^{re} S., n^o 16).

La propagande à l'étranger apparaît tout de suite comme essentielle.

Le 24 septembre 1917, la Section Politique allemande est d'accord pour créer des bureaux de propagande et de presse à l'étranger et pour accorder à cet effet des crédits.

On propose de nommer PRENEAU pour BERNE et VOSSEM pour AMSTERDAM (III, 1^{re} S., n^o 19).

Il est décidé que VERHULST ira à BERNE au Congrès des Petits Peuples (III, 1^{re} S., n^o 19).

Le Conseil de Flandre intervient aussi dans les directives. C'est ainsi que le 31 octobre 1917, LAMBRICHTS propose d'organiser un meeting à Bruxelles au cours duquel on descendra les statues de BELLIARD et de ROGIER (III, 1^{re} S., n^o 19).

La propagande commence à s'organiser en province. J. BORMS crée un bureau à HASSELT qui s'appuie directement sur l'autorité allemande. Le 23 octobre 1917, 't JOLLYN écrit à J. BORMS d'aller voir le Dr BAZELI, secrétaire provincial pour le Limbourg, qui lui prêtera ses conseils et son appui (met raad en daad). (Prop. Hasselt 1).

A Gand, le Conseil Provincial (Gouwraad) devient le centre de la propagande. Des meetings sont organisés.

En province, des correspondants se chargent de la propagande; ainsi à DIEGHEM, S... est actif; il demande, le 20 août 1917, de supprimer dans les écoles le cours d'Histoire de Belgique pour le remplacer par un cours d'Histoire de la Flandre.

L'organisation se développe. Des sociétés activistes et des comités de propagande sont fondés et organisent des meetings. Notamment :

« ONTWAAKT AALST » (Réveil d'Alost), à ALOST;

« KEMPISCHE VLAAMSCH VERBOND » (Ligue Flamande de la Campine), dans tout le LIMBOURG et le KEMPISCH PROPAGANDAKOMITEIT (Comité Campinois de propagande), à TURNHOUT;

Les GROENINGERWACHTEN (Gardes de Groningen) fondées déjà avant la guerre, se rallient à l'activisme avec toutes leurs sections;

Le VLAAMSCH PROPAGANDAKOMITEIT, à ANVERS (Comité flamand de propagande);

Le GROUPE MINORITAIRE SOCIALISTE (Anvers);

JONG VLAANDEREN (Jeune Flandre), fondé à Gand en octobre 1914, étend son action à BRUXELLES, son importance y sera très grande;

Le premier meeting est organisé le 15 mai 1917, à Alost, par « Ontwaakt Aalst » et groupe 80 personnes.

En juillet 1917, un deuxième meeting organisé à Alost par « Ontwaakt Aalst » réunit 180 personnes.

Le même mois, un meeting organisé à Gand par le Gouwraad réunit 300 personnes.

En août, c'est surtout à Gand que l'activité de la propagande se développe. (A Alost, un seul meeting a lieu.)

La Commission de propagande créée au sein du Gouwraad organise des meetings les 4, 12, 18, 19 et 25 août. Le nombre des assistants varie de 400 à 600.

A. BORMS et LAMBRICHTS y prennent la parole.

En septembre, cette organisation se développe fortement : 32 meetings à GAND, (où le nombre des auditeurs atteint 1,200 personnes), à HAACHT, ST-NICOLAS, MALINES, KOEKELBERG, TURNHOUT, ALOST (800 auditeurs), KONTICH (650 auditeurs), dans de nombreux villages, des environs de Gand, Bruxelles, Anvers, Turnhout et St-Nicolas, où 80 à 150 auditeurs assistent.

En octobre, 78 meetings ont lieu. De nouvelles localités viennent s'ajouter au rayon de propagande : HAL, DIEST, les faubourgs de Bruxelles : LAEKEN, BOENDAEL, SCHAERBEEK, MOLENBEEK (100 auditeurs seulement), LANDEN (300), BERCHEM-SAINTE-AGATHE.

A GAND, WANNYN donne une vigoureuse impulsion : à son meeting du 13 octobre, il réunit 1,300 auditeurs; le 23 octobre 1,500 et le 28 octobre, 2,300 auditeurs !

En novembre, le nombre de meetings atteint 101.

Le 12 novembre 1917, le meeting organisé par WANNYN et DECLERCQ à l'Alhambra, à BRUXELLES, réunit 3,000 personnes.

A GAND, le 18 novembre 1917, le meeting de M^{lle} ROSA DE GUCHTENAERE réunit 2,000 personnes.

Les dépenses du Bureau de Propagande deviennent naturellement de plus en plus grandes : en octobre 1917, elles atteignent la somme de fr. 42,453.18.

RAPPORT DU COMITÉ DE PROPAGANDE (22 septembre 1917)

Le Comité de Propagande fait savoir qu'à la suite de démarches faites, on pourrait organiser un nouveau Landdag, composé non plus de 200, mais de 1,000 délégués.

Il faut que tous les groupes flamands et que l'administration allemande participe à la propagande.

Il faut une collaboration plus étroite des Allemands, notamment ceux-ci tardent trop à remettre le papier aux imprimeurs.

En outre, le crédit de 20,000 francs par mois, accordé pour la propagande par le gouvernement allemand, est trop peu important.

Le même rapport signale les nombreuses visites domiciliaires faites chez les activistes et chez les représentants de l'autorité allemande.

De larges crédits furent alloués pour envoyer des délégués au Congrès de STOCKHOLM et au Congrès des Petites Nations, à BERNE, ainsi que pour la création de bureaux de propagande et de presse à AMSTERDAM, BERLIN, DUSSELDORF, STOCKHOLM et BERNE.

Il y a déjà des candidats proposés pour les bureaux de BERNE et AMSTERDAM.

Il faut soutenir le « NATIONAAL VOLKSBONDKOMITEIT », constitué pour formuler des griefs contre le Comité National de Ravitaillement... (v. III, 1^{re} S., n^o 19).



II.

Le Bureau Central de Propagande.

A. FAINGNAERT annonce la création du Bureau de Propagande au président du Conseil de Flandre le 30 novembre 1917 (III, 2^e S., 1) et lui envoie le règlement.

Le Comité Central est formé de :

J. WANNYN, K. WATERNAUX, D^r DE KEERSMAECKER, Jan BORMS, A. FAINGNAERT, von ZIEGESAR, R. DECLERCQ, R. DE CNEUDT, J. LAMBRICHTS et PRENEAU (voir lettre von ZIEGESAR, 16 octobre 1917, III.2^e, S. n^o 1).

Dans la suite le personnel se complète. En avril 1918, au moment de sa pleine activité, le Bureau exécutif du Comité de Propagande est formé de :

Directeur général : A. FAINGNAERT (traitement, 7,000 francs);

Secrétaire-général : t' JOLLYN (traitement, 3,900 francs);

Secrétaire et comptable : DEN HAENE (traitement, 3,600 francs);

Caissier : MAURITS BRAMS (traitement, 4,200 francs);

Plus 1 dactylographe et 1 garçon de bureau.

SERVICE DE LA DOCUMENTATION.

Chef de bureau : MORAUX (traitement, 3,600 francs);

Service de presse : V. BAUDEWYNS;

Deux employés et un messenger.

SERVICE DU « VERWEER » (1).

ISSELET (traitement, 3,600 francs);

VERHAERT (traitement, 3,600 francs).

SERVICE DES ECRITS DE PROPAGANDE.

Chef de service : Jef HINDERDAEL (traitement, 4,800 francs);

Chef de bureau : Jan PORTEAU (traitement, 3,600 francs);

Plus un envoyeur, un employé, un messenger et une dactylographe.

SERVICE DES REUNIONS PUBLIQUES.

Chef de service : BELLEFROID (traitement, 3,000 francs);

Secrétaire : BAUDEWYNS (traitement, 2,160 francs);

Organisatrice des réunions : Clara VAN DEN BROECK ; une dactylographe, un messenger et un archiviste;

Hommes de confiance : A. COESSENS et T. DE JUNCKER (liaison avec les hommes de confiance du Brabant).

Surveillant de la propagande : Eug. JANSSENS.

(1) Ce service comprend notamment l'organisation de la police des meetings,

RÈGLEMENT

COMITÉ CENTRAL

Le Comité Central de Propagande agit par l'action personnelle de ses membres, par l'organisation de réunions populaires, l'envoi de tracts et circulaires, la création de bureaux locaux.

Le Comité se compose de sept membres délégués par le Conseil de Flandre (et qui composent la Commission de la propagande), de deux délégués de chaque Gouwraad (conseils provinciaux activistes), et de deux délégués de chaque Comité d'arrondissement.

Les séances du Comité central se tiennent à Bruxelles tous les jeudis.

Le premier jeudi qui suit le 5 de chaque mois, tous les membres rapporteurs sont tenus d'assister à la séance.

COMITÉS PROVINCIAUX.

Dans chaque chef-lieu de province est créé un Bureau Provincial.

Le comité du Bureau Provincial est composé des directeurs du Bureau Provincial, des Bureaux d'arrondissement et d'un délégué de chacun des Comités cantonaux ou locaux institués dans l'arrondissement.

Toutes les semaines, le Bureau Provincial tient une séance.

COMITÉS D'ARRONDISSEMENT.

Dans chaque arrondissement est créé un Bureau d'Arrondissement.

Le Comité du Bureau d'Arrondissement est composé du directeur du Bureau d'Arrondissement, des directeurs des Bureaux Cantonaux et d'un délégué de chaque Comité Cantonal.

Séance : une fois par mois.

COMITÉS CANTONNAUX.

Dans chaque canton est créé un Bureau Cantonal.

Le Comité du Bureau Cantonal est composé du directeur du Bureau Cantonal et de délégués des sociétés activistes du canton; ils se réunissent une fois par semaine.

Des COMITES LOCAUX peuvent être constitués.



Crédits alloués par l'Autorité allemande au Bureau de Propagande.

Avant la création du Comité Central de Propagande, les Allemands allouaient un crédit de 20,000 francs par mois pour la propagande. (Rapport de la Commission de Propagande au Conseil de Flandre, 1^{er} juin 1917.) (III, 2^e S., n^o 2.)

En décembre 1917, le crédit mensuel alloué fut de 100,000 francs.

En janvier 1918, le crédit mensuel fut porté à 150,000 francs.

En mars 1918, le crédit mensuel atteignit 200,000 francs (III, 1^{re} S., n^o 19) (III-2^e S., n^{os} 2 et 16.) (Voir lettre du Chef de l'Administration Civile du 14 mars 1918, établissant le crédit mensuel de 150,000 francs.) (III, X^e S., n^o 4.)

Dans la suite, les crédits furent encore augmentés, en ce sens que l'autorité allemande prit à sa charge les frais d'impression de certaines brochures, par exemple la série de brochures : YZER-REEKS qui fut payée par l'autorité allemande; en septembre 1918, il lui fut réclamé de ce chef par FAINGNAERT (lettre du 3 septembre 1918), fr. 109,913.83 (III-2^e S., n^o 4).

Lettre du 22 décembre 1917, émanant du Verwaltungschef :

« Le montant de 100,000 francs, frais de propagande, et de 25,000 francs de frais généraux d'administration, soit au total 125,000 francs, peut être touché à la Caisse Centrale pour la Flandre, 17, rue de la Loi. » (I, 5^e sect., 17.)

CHEF DE L'ADMINISTRATION
CIVILE EN FLANDRE

Bruxelles, le 14 mars 1918. (1)

F. II. 1764

Le subside de 150,000 francs fixé pour la Commission de Propagande du Conseil de Flandre, pour le mois de mars 1918, peut être touché jusqu'à concurrence de 75,000 francs immédiatement; le solde pourra être touché à partir du 25 mars, à la Caisse principale pour la Flandre, 42, rue de la Loi.

A M. Maesfranckx, 41, rue Belliard, E/V.
(V. III, 2^{me} section, n^o 4.)

Par ordre,
(S.) Illisible.

Lettre d'OSWALD du 23 mars 1918 :

« Par la présente, je vous fais savoir qu'une somme de 25,000 francs pour vos frais est à votre disposition à la CAISSE CENTRALE; le second versement pour la propagande, d'un montant de 75,000 francs, peut être touché le 25 mars. (Id.)

3 septembre 1918. (2)

TRÈS HONORÉ MONSIEUR,

En réponse à votre honorée lettre du 26 août, nous vous permettons de vous faire remarquer que le montant des sommes restant dues pour l'impression des brochures de la « Série de l'Yser » atteint fr. 109,913.98, comme il résulte du compte ci-joint, et non fr. 98,877.50 comme vous l'écrivez.

Jusqu'à ce jour, nous avons reçu 50,000 francs sur ce montant.

Il nous serait agréable de recevoir le solde, soit fr. 59,913.18 le plus tôt possible, ainsi que la moitié du crédit habituel pour septembre.

Recevez nos salutations les plus respectueuses.

Le Directeur du Secrétariat Central,
(S.) FAINGNAERT.

A Monsieur le chef de l'Administration Civile.
(Voir III, 2^{me} section, n^o 4.)

(1) Photographie de cette lettre en Annexe.

(2) Id.

Budget du Bureau de Propagande.

Le Budget, nous l'avons vu, est fourni par l'Administration Civile allemande. Aussi tous les comptes des bureaux locaux de propagande sont-ils centralisés au Bureau Central de Propagande, afin d'être soumis pour examen à la « Hauptrechnungskommission » (Commission Supérieure des Comptes). (III, 4^o sect., 8).

FAINGNAERT, le 26 août 1918, fait notamment parvenir à OSWALD les pièces de caisse des Bureaux de propagande de Hasselt, Maeseeyck, Tongres, Saint-Trond, pour justification. (I, 4^e S., 17.)

Octobre 1917 (III, 1 ^o S/16).....fr.	42,453.18
Novembre 1917 (III, 1 ^o S/16).....	36,574.81
Décembre 1917 (III, 5 ^o S/30).....	101,428.65
Janvier 1918 (dépenses 106,918.90, III, 1 ^o S./30).....	150,000.—
Février 1918 (1) (Voir lettre OSWALD, 28 janvier 1918, id. 30/33).....	150,000.—
Mars 1918 (III, 1 ^o S./19).....	200,000.—
Avril 1918.....	204,032.50
Mai 1918.....	201,700.—
Juin 1918.....	199,165.—
Juillet 1918.....	150,000.—
Août 1918 (dépensé fr. 172.603.12, III, 1 ^o S./17).....	150,000.—
Septembre 1918.....	150,000.—
Octobre 1918 (III, 1 ^o S./30).....	150,000.—

Si nous prenons par exemple le mois d'août, ces frais se décomposent comme suit :

Secrétariat central flamand :

Traitements.....fr.	10,513.26
Frais généraux (III, 1 ^{re} S./17).....	1,488.79
Imprimés.....	72,638.30
Subsides extraordinaires.....	72,638.30
Propagandistes (indemnités).....	8,404.87
Dépenses extraordinaires.....	1,835.25
Fête du 11 juillet.....	4,536.94
Crédit province d'Anvers.....	18,000.—
Crédit province de Brabant.....	10,184.06
Crédit Flandre Orientale.....	19,878.80
Crédit Flandre Occidentale.....	7,684.—
Limbourg.....	15,000.—
Fonds de l'Yser.....	1,720.10

Fr. 172,603.12

Ce budget se répartissait, en principe, entre les comités provinciaux comme suit :

- Comité de Bruxelles : 85,000 francs;
- Comité d'Anvers : 30,000 francs
- Comité de la Flandre Orientale : 25,000 francs;
- Comité de la Flandre Occidentale : 5,000 francs;
- Comité du Limbourg : 5,000 francs.

Détail du Budget du Bureau de Propagande.

PRÉVISIONS POUR AVRIL 1918.

BRUXELLES :	Traitements	fr.	9,725.—	
	Imprimés		25,000.—	
	Frais généraux		2,500.—	
	Subsides		21,200.—	
	Propagande arrondissement de Bruxelles..		15,000.—	
	Secours à des activistes privés de leur situa- tion		10,000.—	
	Frais imprévus		10,000.—	
	Propagande arrondissement de Louvain ...		10,500.—	
			<hr/>	103,925.—
LIMBOURG :	Traitements et indemnités			11,000.—
ANVERS :	Bureau Provincial		17,250.—	
	Bureaux d'Arrondissement		12,900.—	
	Arrondissement de Lierre.....		2,925.—	
	Arrondissement de Turnhout.....		3,332.50	
	Arrondissement de Saint-Nicolas		2,000.—	
	Arrondissement de Malines		4,000.—	
			<hr/>	42,407.50
FLANDRE ORIENTALE			30,000.—	
ARRONDISSEMENT DE COURTRAI			10,700.—	
ARRONDISSEMENT DE BRUGES			3,000.—	
COTE MER DU NORD			3,000.—	
			<hr/>	46,700.—
			<hr/>	<hr/>
	Total	fr.		204,032.50

Organisation des Comités de Propagande.

Conformément au Règlement, le service de la Propagande fut organisé comme suit :

Le Bureau Central de Propagande siégea à Bruxelles, sous la direction de FAINGNAERT, membre du Conseil de Flandre.

Dans chaque province, un **Bureau Provincial** fut créé.

Chaque Bureau Provincial dirigea l'action d'un certain nombre de **Comités cantonaux** et de **Comités locaux**.

En outre des délégués des Comités cantonaux furent installés, comme **correspondants** dans un grand nombre de communes. Ces correspondants agissaient sur la population par l'intermédiaire « d'hommes de confiance ».

Régulièrement les correspondants envoyaient des rapports renseignant les Comités dont ils dépendaient

1° Sur la situation politique de leur commune;

2° Sur les réunions de propagande organisées et sur les tracts et brochures distribués;

3° Sur la ligne de conduite à suivre, les mesures à proposer, etc.

Tous ces rapports ont été centralisés et constituent une collection de plusieurs centaines de dossiers, répartis en trois catégories :

1° **Naamlijsten** (listes de noms) :

Ces listes, qui comprennent parfois des milliers de noms, classent les habitants suivant leurs opinions

a) Liste des activistes

b) Liste des indifférents et des passivistes;

c) Liste des anti-activistes.

En même temps elles renseignent généralement sur les tendances des bourgmestre et échevins, des conseillers communaux, du curé et des vicaires, des notabilités politiques et sociales, et sur leur attitude publique ou secrète vis-à-vis de l'activisme.

Le Bureau Central de Propagande groupa les renseignements ainsi obtenus et établit des listes de médecins, professeurs, avocats, notaires, juges, pharmaciens, ingénieurs, industriels, etc. des provinces flamandes, en les classant sous les rubriques : activiste, indifférent ou anti-activiste;

2° **Vlugschriften en Vergaderingen** (Tracts et réunions) :

Rapports donnant :

a) Le détail des tracts et brochures distribués;

b) L'indication des meetings et réunions activistes organisés dans la commune.

Ces renseignements sont établis avec le plus grand soin. Les titres et le nombre des brochures distribuées sont mentionnés ainsi que les groupes ou les personnes par l'intermédiaire desquels se faisaient ces distributions.

Le Bureau Central de Propagande systématisait ces renseignements et dressait des tableaux mensuels des brochures répandues.

L'organisation des meetings était également exposée dans les moindres détails : Lieu et date du meeting; nom des groupes ou personnes qui auraient pris l'initiative de l'organisation; local; nom des orateurs; indication du nombre des assistants; remarques sur l'attitude du public, etc.

Le Bureau Central dressa une fiche pour chaque meeting ;

Pour chaque meeting les affiches et tracts ont été conservés.

3° Verslagen (Rapports) :

Ces rapports sont les dossiers les plus intéressants. Ils émanent des correspondants locaux. font connaître tous les hommes de confiance du Bureau de Propagande ; renseignent sur toutes les démarches faites par ceux-ci ; sur l'attitude des principales notabilités, sur leur action secrète ; suggèrent les mesures à faire prendre par l'autorité allemande, telles que destitution et nomination des bourgmestres, contiennent aussi de nombreuses dénonciations contre des bourgmestres anti-activistes, notamment à Gand (où le bourgmestre Braun fut déporté), Tamise, Boom, Hal, Ganshoren, Hofstaede, Molenbeek-Saint-Jean, Leeuw-Saint-Pierre, Wolverthem, etc.

Tous ces rapports présentant un caractère très confidentiel, sont généralement dignes de foi.

Il ne peut être question de les analyser. Pareil travail serait long et fastidieux pour le lecteur. D'autre part, il ne serait pas possible de rendre compte de l'action des Comités de Propagande et des correspondants sans faire de nombreuses personnalités, ce que nous voulons éviter.

Nous nous bornerons à renseigner que, outre le Comité Central de **Bruxelles**, le Service de la Propagande avait organisé des Comités provinciaux dans les chefs-lieux de province à **Anvers, Gand, Bruges et Hasselt** ; des Comités d'arrondissement dans **tous** les chefs-lieux d'arrondissement, soit à : **Louvain, Malines, Turnhout, Termonde, Audenarde, Courtrai, Ostende, Tongres, Landen** ; enfin des Comités cantonaux, des Comités locaux ou des correspondants étaient établis :

En Brabant, dans 130 communes ;

Dans la province d'Anvers, dans 76 communes ;

En Flandre Orientale, dans 67 communes ;

En Flandre Occidentale, dans 28 communes ;

Dans le Limbourg, dans 110 communes.

Soit, au total, dans 411 communes.

Ajoutons que les correspondants touchaient une petite rémunération qui s'élevait de 30 francs à 150 francs par mois.

Rapports des Correspondants.

Les rapports des correspondants montrent l'échec complet de l'activisme auprès de la population flamande, nous en extrayons une série de renseignements symptomatiques :

A ASSCHE, tout est anti-activiste (17-6-18).

A SAINT-PIERRE-CAPELLE, il n'y a rien à faire pour l'activisme.

A LEEUW-SAINT-PIERRE, depuis le voyage en Allemagne de VERHEES et BRIJS, la population n'a plus confiance dans l'activisme (24-9-18).

A PUERS, malgré le meeting donné par BORMS, l'activisme n'existe plus.

A ZOUT-LEEUEW, V. W..., venu pour donner un meeting, a été hué par la population (27-3-18).

A GRAND-BIGARD, un instituteur activiste n'ose se prononcer en raison de l'hostilité de l'opinion publique.

A ZELICK, le meeting du 16-8-18 n'a pu avoir lieu : il n'y avait pas un seul auditeur.

A MELSBROECK, rien à faire pour l'activisme ; il n'est même pas possible d'y trouver une salle pour donner un meeting.

A TERNATH, on demande des mesures contre des cabaretiers qui refusèrent leurs salles pour y organiser des meetings (30-8-18).

A MACHELEN, les gens sont ahuris (blijven stom) quand on leur parle de mouvement flamand (23-6-18).

A SAINT-NICOLAS, le meeting organisé par les activistes (9-3-18) a été un triomphe pour les patriotes, 500 contre-manifestants ont empêché DE CNEUDET de parler.

Personne ne voulant apposer les affiches activistes, le Commandant allemand de la place ordonne à la police de les afficher.

A EECKEREN, pas un auditeur au meeting (24-3-18).

A PERCK, le meeting du 16-8-18 a dû être interrompu faute d'auditeurs.

Le correspondant déclare vouloir être rétribué car, dit-il :

« Iets voor iets (Quelque chose pour quelque chose.)

Niets voor niets. (Rien pour rien !) »

A STROMBEEK, les événements au front sont nuisibles au mouvement activiste (6-10-18).

A RUYSBROECK, la situation n'est pas brillante (25-7-18).

A GALMAERDEN, le mouvement activiste diminue de jour en jour (20-9-18).

A STEENHUFFEL, il n'y a pas d'activistes dans la commune (3-7-18).

A TIRLEMONT, l'activisme est mort (12-2-18).

A TERALPHENE, le meeting du 14-7-18 n'a pu avoir lieu que grâce à la présence de soldats allemands.

En revanche, dans de nombreux villages, une minorité activiste se constitue, là en général où le curé, le vicaire, l'instituteur ou le bourgmestre se déclarent pour l'activisme. Ou bien « Volksopbeuring » ouvre un magasin, exige la signature d'une formule d'adhésion à la politique du Conseil de Flandre pour avoir part aux ventes de vivres, et ainsi groupe de nombreux ménages.

Même à Anvers, l'activisme ne parvient à recruter qu'une minorité qui ne trouve pas d'écho dans le peuple. Il suffit pour s'en rendre compte de lire le rapport envoyé par le Comité de Propagande d'Anvers au sujet des événements survenus le 16 septembre 1917 à l'occasion de la visite du Cardinal Mercier.

Rapport sur les événements du 16 septembre 1917 à Anvers.

Manifestation contre le Cardinal Mercier.

« Une quarantaine d'activistes se trouvaient parmi la foule qui attendait le Cardinal devant l'église.

Leur attitude les fit surveiller par la police dès avant l'arrivée du Cardinal.

Lorsque le Cardinal sortit de l'église, il fut accueilli par les cris : « Vive le Cardinal ! » Aussitôt nos amis se mirent à siffler.

Au premier cri de protestation contre le Cardinal MERCIER, l'agent n° 622 tira son sabre et frappa l'étudiant WIELEN RAYNAERT. Celui-ci échappa au coup, sur quoi l'agent s'attaqua aux autres.

Les autres agents se précipitèrent sur nos amis, ainsi que des agents en bourgeois assistés de quantité de bourgeois qui s'attaquèrent aux flamingants, dont l'un, JACOBS, fut blessé d'un coup de gourdin sur la tête.

Quatre personnes furent arrêtées. Des amis les suivirent jusqu'au bureau de police du 3^{me} bureau, pour déposer plainte contre l'attitude brutale de la police.

Vers 8 heures, il restait huit activistes devant l'église lorsque le Cardinal revint à la cure.

La foule acclama formidablement le Prélat et se dirigea menaçante vers les flamingants qui, à ce moment, se bornaient à assister en spectateurs. Ils répondirent aussitôt par des cris de protestation, mais ils furent entourés par une foule de manifestants enragés qui les injurièrent et les frappèrent.

Le petit groupe flamingant s'éloigna en chantant le « Vlaamsche Leeuw ». La foule répondit par la « Marseillaise » et la « Brabançonne » en suivant les flamingants.

A la Banque Nationale, ceux qui les suivaient devinrent agressifs et se mirent à leur jeter des projectiles et à les frapper. Aucun agent n'intervint.

Les activistes entrèrent au local du « Club Anversois », à l'Hôtel Wagner. Des manifestants restèrent massés devant l'hôtel en les conspuant.

Enfin, un soldat allemand vint s'informer auprès de nos amis de ce qui se passait. Nous le mimâmes au courant de la situation et un quart d'heure après, une troupe allemande vint rétablir l'ordre. » (IX, dossier Cardinal Mercier.)

* * *

L'organisation de la propagande donna lieu à de nombreux conflits de personnes et de partis. Nous donnons à titre d'exemple, la très intéressante **lettre, envoyée par le « Vlaamsch Katholiek Arrondissementsbond »** (Groupe d'Arrondissement Catholique flamand) de Louvain au Conseil de Flandre.

11 NOVEMBRE 1917.

Le 11 novembre 1917, le correspondant de la propagande pour LOUVAIN, J. V..., écrit au Conseil de Flandre pour lui annoncer que le « Onzijdigen Gouwbond » (Union provinciale neutre), fondée à LOUVAIN par URSY, membre du Conseil de Flandre, va demander sa reconnaissance officielle au Conseil, comme représentant de l'activisme à LOUVAIN.

« Il y a, dit-il, un véritable danger pour le mouvement flamand dans l'arrondissement de Louvain à voir reconnaître cette association comme l'organe officiel du Conseil de Flandre.

» Il a été très difficile de provoquer le mouvement activiste à LOUVAIN. Tout l'effort a été consacré par nous jusqu'à présent, à réunir nos forces qui étaient dispersées et souvent hostiles l'une à l'autre. Nous sommes parvenus à réunir à LOUVAIN un groupe de personnes de premier ordre.

» (Suit une liste de dix personnalités de l'enseignement, de l'administration, ainsi que d'une très puissante organisation sociale.)

Ces messieurs se réunissent régulièrement toutes les semaines et étudient le plan de l'organisation du mouvement flamand dans l'arrondissement.

En outre, nous nous sommes occupés de TIRLEMONT, DIEST et AERSCHOT.

Nous nous sommes également occupés de communes rurales. Nous en étions là dans notre travail quand nous avons appris la fondation d'un soi-disant groupement neutre.

» Nous reçûmes la visite de MM. URSY et D.... qui nous invitèrent à adhérer à leur groupement, dont le programme est :

» La réunion dans un seul groupement de toutes les forces flamingantes de l'arrondissement, sans distinction de parti politique, ni de rang social.

» Nous avons dit à ces messieurs que notre programme comportait : Toute politique de parti doit être exclue du mouvement flamand; toutes les questions personnelles doivent être écartées; la collaboration complète de tous les partis du mouvement flamand est nécessaire pour autant qu'il n'apparaisse pas utile dans l'intérêt du mouvement flamand lui-même de transporter le mouvement sur le terrain confessionnel.

» Or ceci dans de nombreuses circonstances est inévitable, par exemple pour arriver à grouper les flamingants. Il est absolument évident que pratiquement il est impossible à beaucoup de personnes de se joindre à une Association flamingante si celle-ci reste absolument neutre, sans caractère confessionnel. Ainsi jamais des religieux ne se joindront à pareil groupement ! D'autre part, c'est inévitable aussi en ce qui concerne la mise en œuvre de certains moyens de propagande. Ainsi il n'est pas admissible que les flamingants religieux participent à une œuvre de développement populaire sans que celle-ci ne prenne un caractère religieux. Aussi en ce qui concerne la Presse, il est hautement souhaitable que celle-ci garde un caractère confessionnel.

» Ainsi on nous a fait souvent remarquer que si la GAZET VAN LEUVEN prenait un caractère plus nettement religieux, elle trouverait beaucoup plus de faveur principalement près du Clergé de la campagne ».

Le sieur J... fut chargé de développer ce point de vue lors d'une conférence avec MM. URSY et ses amis.

A une réunion entre trois délégués de chacun des groupements, il fut décidé :

« Que la plus complète et la plus étroite collaboration existerait partout en dehors de tout esprit de parti, aussi longtemps que l'intérêt du mouvement flamand lui-même ne nécessiterait pas de donner à celui-ci un caractère confessionnel; que la réunion de tous les flamingants se ferait par groupements confessionnels; qu'un certain nombre de délégués de chacun des deux groupements serait choisi pour établir la liaison entre le Conseil de Flandre et le peuple flamand de l'arrondissement;

» Que les associations flamingantes existantes s'uniraient soit à un des deux groupements, soit directement au Comité d'arrondissement, d'après qu'il aurait un caractère confessionnel ou non. »

En exécution des décisions prises à cette réunion, une assemblée a eu lieu le jour de la Toussaint, de tous les hommes de confiance des différents cantons de l'arrondissement.

A l'unanimité ce programme fut admis.

Assistèrent à cette réunion toutes les personnes que nous avons citées plus haut.

Le Comité de la LIGUE FLAMANDE CATHOLIQUE DE L'ARRONDISSEMENT (Vlaamsch Katholieke Arrondissementsbond) donne ensuite la composition du Comité élu.

Les choses en étaient là lorsque le Vlaamsch Katholieke Arrondissementsbond reçut la lettre d'URSY, lui annonçant que l'Association neutre de Louvain refusait la collaboration.

V... espère qu'on ne donnera pas suite à la demande d'URSY.



Envoi de brochures par le Bureau de Propagande de Bruxelles.



En janvier 1918 (Bureau de Bruxelles).....	68,267 exemplaires
En février 1918.....	105,170 exemplaires
En mars 1918.....	368,396 exemplaires
En avril 1918.....	386,771 exemplaires
En juin 1918.....	384,300 exemplaires
En juillet 1918.....	288,388 exemplaires
En août 1918.....	612,376 exemplaires
En septembre 1918.....	338,611 exemplaires

Total pour les huit mois 2,552,279 exemplaires

Principales brochures :

Janvier 1918 : <i>Kempische Kolenbekken</i> (Mines du Limbourg).....	31,714 exemplaires
Cartes postales illustrées représentant le prêtre van der Meulen	27,079 exemplaires
<i>Vlaamsche Volk tegen Centraliseerende Belgische Staat</i> (Le Peuple flamand contre l'Etat belge centralisé)	6,439 exemplaires
Février 1918 : <i>Vlamingen Sta Recht!</i> (Flamands debout!).....	59,100 exemplaires
<i>Kempische Kolenbekken</i> (Mines du Limbourg)....	55,379 exemplaires
Avril 1918 : <i>Blijde Boodschap</i> (La Bonne Nouvelle) (un évangile (1) chaque dimanche) brochure faite par les soins de l'administration allemande	280,000 exemplaires
<i>Kempische Kolenbekken</i> (Mines du Limbourg)...	18,066 exemplaires
<i>Vlamingen Sta Recht!</i> (Flamands debout!).....	10,003 exemplaires
<i>Waarom? Daarom</i> (Pourquoi ? Pour cela!)	31,051 exemplaires

(1) Le Dr BEYERLE, Référendaire auprès du Chef de l'Administration Civile allemande, déclare dans une lettre à FAINGNAERT que c'est lui qui a fait écrire par un religieux activiste notoire le sermon hebdomadaire que le Bureau de Propagande a répandu avec tant d'utilité. Il s'est entretenu avec un officier à Courtrai pour la diffusion de ce sermon au front belge. *Blijde Boodschap* est donc purement allemand. (4 juillet 1918; 22 juillet 1918, III, 1^{re} S., n° 15.)

D'autre part, la série de brochures Yzer-Reeks, faites sur les indications des transfuges du front belge, fut intégralement payée par l'Administration allemande, et coûta la somme de 109,913 francs. (V. lettre de Faingnaert au Chef de l'Administration civile allemande, du 3 septembre 1918 (III, 2^e S., n° 4), p. 344.

Sociétés subsidiées (1)

SUBSIDES MENSUELS

VOLKSONTWIKKELING, à Bruxelles : 7,500 francs, depuis décembre 1917;
LODEWIJK DE RAET-FONDS, à Bruxelles : 5,000 francs, depuis décembre 1917;
SOLDATENTROOST, à Bruxelles : 4,000 francs, depuis novembre 1917;
HELP U ZELVE, section d'Anvers : 500 francs depuis novembre 1917; section de Bruxelles : 200 francs, depuis novembre 1917.

D'autres sociétés reçoivent régulièrement des subsides variables. Ci-dessous une liste de certains subsides distribués des mois de mars à juillet 1918 :

	Mars	Mai	Juin	Juillet
<i>TURNKRING</i> (Société de gymnastique) (2)	500.—	1,540.—	2,500.—	1,750.—
<i>VL. PADVINDERS</i> (Boy-Scouts flamands)	200.—	—	—	174.—
<i>GROENINGERWACHT</i> (Garde de Groninge):				
Vilvorde	242.50	—	—	—
Turnhout	245.35	—	—	—
Buysingen	100.—	100.—	—	—
Hal	167.31	199.10	150.—	—
Drogenbosch	—	—	200.—	—
<i>PROPAGANDA VOORDE GENTSCH E HOOGESCHOOL</i> (Propagande pour l'Université de Gand)	—	525.—	—	1,000.—
<i>VLAAMSCH E NATIONALISTISCHE PARTIJ</i> (Parti nationaliste flamand)	—	—	—	3,451.40
<i>SCHAERBEEK VLAAMSCH</i> (Schaerbeek Flamand)	—	—	—	150.—
<i>KATHOLIEKE ARRONDISEMENTS BOND</i> (Ligue catholique d'arrondissement)	—	1,250.—	—	1,250.—
<i>LOVEN ONTWAAKT</i> (L'Eveil de Louvain)	150.—	—	—	—
<i>NATIONAAL VLAAMSCH VERBOND MERCHTEM</i> (Association nationaliste flamande de Merchtem)	90.—	—	—	—
<i>CENTRALE VOOR SOCIAAL DEMOCRATISCHE AKTIË</i> (Centrale pour l'action démocratique)	2,000.—	—	1,000.—	—
<i>VOLKSONTWIKKELING</i> (Développement du peuple)	750.—	—	—	—
<i>VLAAMSCH HUIS</i> (Maison Flamande), Bruxelles	5,500.—	—	—	—
<i>LAEKEN VOORUIT</i> (Laeken en avant!)	—	—	368.75	614.20
<i>MOLENBEEK VOORUIT</i> (Molenbeek en avant!)	—	325.—	370.—	62.50
<i>HOGER OP!</i> (Plus haut!)	—	—	100.—	—
<i>KATHOLIEK VLAAMSCH SEKRETARIAAT</i> (Secrétariat catholique flamand)	—	—	1,000.—	—
<i>DOE STIL VOORT</i> (Persévérez lentement)	—	—	2,000.—	—

(1) Cette liste constitue naturellement un minimum. Il s'agit des sociétés subsidiées et des subsides qui ont pu être établis d'après les archives.

(2) On sait que des sociétés de gymnastique ont été créées pour préparer une milice flamande.

	Mars	Mai	Juin	Juillet
<i>KAMP MUNSTER</i> (Camp de Munster)	—	—	—	—
<i>DEUTSCH-FLAMISCHEN GESELLSCHAFT</i> (Société Germano-Flamande)	—	—	2,625.—	—
<i>VRIJE VLAANDEREN</i> (Flandre Libre)	—	15,000.—	650.—	550 100
<i>VEREENIGDE KUNSTVRIENDEN</i> (Les Amis de l'Art réunis)	—	—	300.—	—
<i>AUDERGEM ONTWAAKT</i> (L'Eveil d'Auderghem)	—	—	—	100.—
<i>TIEN VAN HARTE</i> (Dix de Cœur)	200.—	900.—	—	—
<i>VLAAMSCHE KUNSTVRIENDEN</i> (Les Amis de l'Art flamand)	—	450.—	—	—
<i>VLAAMSCH NATIONAAL VERBOND -</i> <i>ASSCHE</i> (Association nationale flamande - Assche)	—	85.—	—	—
<i>SOLDATEN WERKING</i> (Propagande auprès des soldats)	—	1,250.—	—	—
<i>JONG VLAANDEREN</i> (Jeune Flandre)	—	500.—	—	550.—
<i>VOLKSKRACHT</i> (La Force du Peuple)	—	—	600.—	395.—



Subsides à la Presse

SUBSIDES MENSUELS

<i>VLAAMSCHE NIEUWS</i> (Les Nouvelles Flamandes), Bruxelles	fr. 1,500
<i>GOEDEN DAG</i> (Le « Goeden Dag ») à Anvers (1)	150
<i>DE VLAM</i> (La Flamme), (Soc.)	1,200
<i>ONS LAND</i> (Notre Pays)	250
<i>NIEUWE TIJD</i> (Le Temps nouveau)	250
<i>DE HALLENAAR</i> (Le Journal de Hal)	500
<i>EENDRACHT</i> (L'Union)	300
<i>DE BRON</i> (La Source)	500
<i>ONZE STRIJD</i> (Notre Combat)	100
<i>UYLENSPIEGEL</i> (Le subsidie varie).....	1,300
<i>ALS 'T KOST</i> (Quoi qu'il en coûte!).....	100
	Fr. 6,150

(1) Le « Goedendag » (Bonjour !) est l'arme dont étaient armés les communiers flamands au XIII^e siècle et notamment à la bataille des Éperons d'Or (1302).

L'Organisation des Meetings.

L'organisation des meetings fut une des principales activités des Bureaux de Propagande.

La correspondance échangée avec les organisateurs, avec les orateurs et avec l'Autorité allemande, à ce sujet, comporte une trentaine de volumineux dossiers. Chaque meeting était annoncé par affiches ou par tracts. Une collection complète de ces affiches et tracts se trouve dans les archives.

L'intensité de la propagande déployée en janvier-février 1918 à l'occasion des consultations populaires organisées pour la réélection du Conseil de Flandre, amena de violentes contre-manifestations de la part de la population. La première grande démonstration publique contre l'activisme eut lieu sur la Grand'Place de Bruxelles, le 11 janvier 1918; elle dut être dispersée par la troupe allemande.

A Anvers, Malines, Tirlemont, les « consultations populaires » donnèrent lieu à des contre-manifestations importantes (1).

Le Département de la Défense Nationale (Nationaal Verweer) fut obligé de réclamer la protection des autorités allemandes pour assurer la sécurité des orateurs. C'est ainsi que VAN DEN BROECK, secrétaire du Conseil de Flandre, venu dans une commune des environs de Tirlemont pour y donner un meeting, fut conduit au local de la réunion par deux soldats allemands !

A la suite de ces incidents, BORMS, Fondé de Pouvoir pour la Défense Nationale, adressa la lettre ci-dessous, au comte HARRACH :

Lettre adressée par Borms au Comte Harrach (1).

« 18 février 1918.

» Considérant les événements de Malines et de Tirlemont, il est absolument nécessaire que de sévères mesures préalables soient prises contre tous les troubles et désordres avant, pendant et après les réunions populaires.

» Il importe que partout où il y aura des meetings, des ordres soient donnés dans le sens suivant :

» 1^o L'autorité compétente (bourgmestre, commissaire de police, etc.), doit être rendue personnellement responsable pour tous troubles, désordres, agression contre les personnes, etc., et ceci sous la menace des punitions les plus sévères;

(1) Le Bureau de propagande fut assailli de demandes d'indemnités de la part d'activistes prétendant avoir été frappés, avoir perdu canne, pipe, chapeau, pince-nez, etc. (III, 4^e sect., XXIII, 3).

Le 19 mai 1918 R. Declercq se plaint de ce que les Allemands n'interviennent pas quand les activistes reçoivent des coups (III, 4^e sect., XXVI, 1).

(1) Le 8 février 1918, la Commission des Fondés de Pouvoir avait déjà écrit au Chef de l'Administration civile pour la Flandre, Schaible, demandant la déportation en Allemagne de 18 notabilités belges afin « d'assurer la libre expression de la volonté populaire flamande dans la question de l'autonomie de la Flandre ».

Parmi ces personnalités se trouvaient notamment L. Franck, député d'Anvers (appartenant au groupe flamingant), E. Braun, bourgmestre de Gand, M. De Weerdt, échevin de Gand, Jacobs, procureur du Roi à Anvers; qui furent effectivement déportés. Cette lettre a été publiée par RUDIGER, *Flamenpolitik*, p. 72.

» 2° L'arrivée des orateurs aux gares devra être surveillée par la police allemande mais non d'une manière visible. L'avocat VAN DEN BROECK, hier, dans une commune près de Tirlemont, a été mené au local, par deux soldats. Ceci est naturellement mauvais (verkeerd);

» 3° Les entrées et sorties des salles de meetings doivent rester libres et dégagées. Nul ne doit pouvoir s'y arrêter ou empêcher l'entrée ou la sortie;

» 4° Quiconque n'entre pas doit être écarté, sinon obligé de s'en aller, sous peine de punitions sévères;

» 5° Il doit être sévèrement interdit, dans la salle, d'empêcher les orateurs-organisateurs de parler;

» 6° La contradiction est libre après l'audition des orateurs-organisateurs et lorsque la parole aura été obtenue du président;

» On ne peut parler que des principes.

» Ce sont là des prescriptions qui devraient être portées à la connaissance des autorités locales partout où il y aura encore une réunion populaire.

» Si les autorités allemandes se conforment à ces prescriptions et si nous, de notre côté, nous prenons toutes les mesures nécessaires pour combattre nos adversaires, alors le succès de nos meetings est assuré.

» Avec haute considération.

» A. BORMS,

» Fondé de Pouvoir du Conseil de Flandre. »

Statistique des Meetings organisés (1)

NOMBRE DE MEETINGS ORGANISÉS

Décembre 1917	117
Janvier 1918	130
Février 1918	203
Mars 1918	128
Avril 1918	68
Mai 1918	69
Juin 1918	92
Juillet 1918	160
Août 1918	125
Septembre 1918	92
Octobre (1 ^{er} au 16)	26
Total pour les onze mois	1,210

MEETINGS ORGANISÉS A GAND. — Nombre total : 140.

Chiffre le plus élevé des présences :

En juillet 1917	300 auditeurs
En octobre 1917	2,300 auditeurs
Jusqu'en décembre 1917, les meetings sont suivis par plus ou moins 500 à 2,000 auditeurs le chiffre des présences atteint même 4,000 auditeurs.	
En janvier 1918	7,000 auditeurs
En février 1918	2,200 auditeurs
En mars 1918	2,400 auditeurs
En avril 1918	2,500 auditeurs
En mai 1918	1,200 auditeurs
En juin 1918	1,500 auditeurs
En juillet 1918	2,500 auditeurs
En août 1918	2,500 auditeurs
En septembre 1918	1,400 auditeurs

MEETINGS ORGANISÉS A ALOST. — Nombre total : 23.

Le nombre d'auditeurs varie de 80 à 800.

Le 9 février 1918, il atteint 700 et le 11 juillet 1918, 800.

MEETINGS ORGANISÉS A ANVERS. — Nombre total : 122.

Ces meetings sont mal suivis de septembre 1917 à février 1918 ils sont suivis à cette époque par 600 à 800 auditeurs.

Mais en février 1918, ce chiffre est porté à	8,000 auditeurs
En mars 1918	1,750 auditeurs
En avril 1918	2,000 auditeurs
En mai 1918	2,200 auditeurs
En juin 1918	2,500 auditeurs
En juillet 1918	2,500 auditeurs
En août 1918	3,000 auditeurs
En septembre 1918	2,000 auditeurs
En octobre 1918	1,500 auditeurs

(1) Ces renseignements sont tirés exclusivement de la documentation du Comité Central de Propagande. Il y a lieu de remarquer que le nombre des auditeurs pendant le mois de février est beaucoup plus élevé que pendant les autres mois. C'est en février 1918 qu'ont eu lieu les consultations populaires pour le renouvellement du Conseil de Flandre. Les chiffres ont vraisemblablement été exagérés pour faire impression sur l'autorité allemande.

MEETINGS ORGANISÉS A BRUXELLES. — Nombre total : 67.

Le chiffre des assistants varie de 200 à 3,000; mais en général ces meetings sont mal suivis et l'on n'y voit guère plus de 50 à 150 auditeurs par meeting.

MANIFESTATIONS DU 11 JUILLET 1918.

Dès le mois de mai 1918, la fête du 11 juillet fut minutieusement préparée de façon à donner l'impression d'un vaste mouvement populaire. (Voir séances de la Hauptkommission des 3 mai, 31 mai 1918).

Le 31 mai 1918, la Hauptkommission se rallia à l'idée qu'il fallait supprimer la fête du 21 juillet et la remplacer par celle du 11 juillet.

Le Comité Central de Propagande mit tout en œuvre pour qu'à l'occasion de la fête du 11 juillet des télégrammes d'adhésion soient envoyés de toutes parts au Conseil de Flandre.

Ces télégrammes se trouvent dans les archives.

Le 29 juillet 1918, t' JOLLYN, Directeur de la Section des Meetings, écrivit à H. VAN DEN BROECK, Directeur du Bureau central de la Presse :

« MONSIEUR,

» Suivant votre désir, nous vous transmettons :

» 1^o La liste des communes d'où les télégrammes nous sont parvenus;

» 2^o La copie de ces télégrammes.

» Nous vous prions de nous renvoyer ces télégrammes le plus tôt possible.

» En tout, il nous a été envoyé 448 télégrammes émanant de 295 communes :

» 84 télégrammes, émanant de 58 communes de l'arrondissement de Bruxelles;

» 101 télégrammes, émanant de 54 communes de l'arrondissement de Louvain;

» 81 télégrammes, émanant de 76 communes de la province de Limbourg;

» 43 télégrammes, émanant de 33 communes de l'arrondissement d'Anvers;

» 57 télégrammes, émanant de 32 communes de l'arrondissement de Turnhout;

» 23 télégrammes, émanant de 14 communes de l'arrondissement de Malines;

» 44 télégrammes, émanant de 28 communes de la Flandre Orientale;

» 12 télégrammes, émanant de 8 communes de la Flandre Occidentale;

» 3 télégrammes, émanant de 2 villes d'Allemagne.

» Nous avons signalé le texte des principaux télégrammes.

» Voici les chiffres des participants aux principales réunions populaires qui ont eu lieu à l'occasion de la fête des Eperons d'or :

» Anderlecht, 650; Bodegem-Saint-Martin, 550; Hoogstraeten, 300; Saint-Nicolas, 600; Anvers, 2.500, 850, 3.500, 1.500; Merxem, 800, 500; Laeken, 300; Molenbeek, 850; Bruxelles, 3.000; Berchem, 400; Borgerhout, 300; Hemixem, 1.250; Bruges, 1.500, 1.000; Gand, 2.500; Alost, 800; Turnhout, 2.800, 3.000; Contich, 600; Louvain, 1.500; Denderleeuw, 1.000; Merchtem, 1.500; Teralphene, 300; Hasselt, 500 » (1).

(1) Tous ces télégrammes, envoyés à l'initiative des dirigeants de Sociétés Activistes, se trouvent dans les archives. Ils sont généralement signés par le président et le secrétaire de la société ou du groupement qui prit l'initiative de la manifestation dans la commune.

Meeting du 11 novembre 1917 à Bruxelles.

Il ne peut être question de donner ici le compte rendu de ces nombreux meetings.

Nous nous bornerons, à titre exemplatif, à résumer le rapport relatif au Meeting organisé le dimanche 11 novembre 1917, par la section de Bruxelles de la Groeningewacht, à l'Alhambra.

Le théâtre, nous dit-on, était comble. Sur la scène siégeaient : René DECLERCQ, Richard DE CNEUDT et Jean WANNYN, le Comité de la Groeningewacht, une vingtaine de membres du Conseil de Flandre et les délégués des sociétés flamandes.

Les discours roulèrent sur l'Indépendance souveraine de la Flandre. De temps en temps eurent lieu des contremanifestations vite étouffées.

La motion suivante fut votée :

« MOTION.

» 3,000 Flamands de Bruxelles, réunis à Bruxelles à l'Alhambra, le dimanche 11 novembre 1917,

» Ayant entendu les discours du poète Richard DE CNEUDT et de MM. Jean WANNYN et René DE CLERCQ,

» Affirment solennellement que l'oppression qui pèse depuis quatre-vingts ans sur le peuple flamand ne pourra trouver un terme que par la remise de l'entière responsabilité du pouvoir à des Flamands, conscients de leur race, énergiques et indomptables ;

» Refusent en conséquence de reconnaître plus longtemps le Gouvernement du Havre comme leur représentant ;

» Déclarent que, à l'exemple des autres peuples opprimés, ils lutteront inlassablement pour obtenir, encore pendant la guerre, un Etat flamand disposant des pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif ;

» Attendent de l'autorité occupante, qui en est seule capable actuellement, qu'elle organise la vie politique flamande, et qu'elle accorde à la Flandre germanique la même indépendance politique qui fut accordée à la Pologne. »

Ce n'est pas la première fois que le Gouvernement du Havre est déclaré publiquement déchu, la même résolution ayant notamment été prise à Gand. Mais, émanant d'une aussi grandiose manifestation, au siège de l'ex-gouvernement belge francisé, aujourd'hui capitale de la Flandre, cette déclaration est incontestablement de la plus grande importance ».

Documents pour servir à l'Histoire de la Guerre en Belgique

LES ARCHIVES
DU
CONSEIL DE FLANDRE
(RAAD VAN VLAANDEREN)

PUBLIÉES PAR LA
LIGUE NATIONALE POUR L'UNITÉ BELGE



BRUXELLES
ANC. ÉTABL. D'IMPR. TH. DEWARICHET
RUE DU BOIS-SAUVAGE, 16